

BURKINA FASO

**LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE GOUVERNANCE DES
SYSTÈMES DE L'ÉDUCATION DAN**

Table des matières

<u>I. BURKINA FASO : SURVOL DE LA SITUATION SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE</u>	3
<u>Développement politique et socioéconomique</u>	3
<u>Stratégies de développement</u>	4
<u>Situation des medias</u>	6
<u>II. ÉDUCATION DE BASE : POLITIQUES ET ÉVOLUTION</u>	6
<u>Plan décennal de développement de l'éducation de base (PDDEB)</u>	9
<u>Secteur formel de l'éducation de base : évolution et réforme</u>	10
<u>Secteur non formel</u>	11
<u>Contraintes de la réalisation des objectifs du PDDEB</u>	12
<u>Les partenaires externes</u>	13

I. BURKINA FASO : SURVOL DE LA SITUATION SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Développement politique et socioéconomique

Baptisée *République populaire et démocratique du Burkina Faso* le 3 août 1984 (pays des hommes intègres), l'ancienne Haute Volta s'étend sur 274 200 Km². Ce pays francophone d'Afrique de l'Ouest devint une république autonome en 1958, au sein de la Communauté franco-africaine et adhéra au Conseil de l'entente en 1959, une organisation qui regroupait tous les pays francophones de la région : Côte d'Ivoire, Niger, Dahomey (l'actuel Bénin) et Togo. Le 5 août 1960 est la date de sa libération du joug colonial. Dès 1966, l'histoire politique du Burkina Faso se marque par de nombreux coups d'État. Les années 1974, 1977, 1978, 1982, 1984, et 1987 sont des périodes de changement des gouvernements de ce pays, qui a connu près de dix régimes politiques différents (trois constitutionnels et sept militaires, résultats des coups d'État), soit quinze ans de gouvernement constitutionnel et de dix-neuf ans de règne militaire (Leclerc, 2001, p. 6).

En 2004, le Burkina Faso comptait près de 13,4 millions d'habitants. Plus de la moitié (56 %) de la population dont 50% de femmes, a moins de dix-huit ans. Du point de vue économique, le Burkina Faso est un pays essentiellement agricole et l'un des plus pauvres du monde. Le produit national brut par habitant est d'environ 300 dollars EUS. En 2003, près de 46,4 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté absolue. Une pauvreté qui, du point de vue monétaire, a progressé plus en milieu urbain, où l'indice global est passé de 3,8 % en 1994 à 7,8% en 2003. Les agriculteurs constituent le groupe socio-économique le plus pauvre (73,4 %) de la pauvreté nationale (PNUD, 2005).

Hormis l'enclavement du Burkina Faso, l'accélération de son processus de développement se limite par l'insuffisance d'infrastructures de base, le rythme encore élevé de la croissance démographique et les contraintes climatiques, ainsi que les mouvements des prix des matières premières exportées (coton) ou importées (pétrole). Il n'est donc pas surprenant que le Burkina Faso occupe le 175^{ème} sur 177 (PNUD, 2005) de la classification des niveaux du développement humain produite en 2004 (tableau 1).

L'indicateur du développement humain (IDH) est une mesure représentant trois éléments, soit la longévité (espérance de vie à la naissance), le savoir (alphabétisation des adultes et niveau moyen de scolarisation) et le revenu. Le produit intérieur brut (PIB) ou mesure du revenu provenant de sa production désigne la valeur totale de tous les biens et services produits dans un pays au cours d'une année. Le revenu national brut (RNB) est égal au PIB plus le revenu net provenant des placements à l'étranger (moins les paiements équivalents versés à des non-résidents, qui contribuent à l'économie intérieure).

Tableau 1 :

Indicateurs de Développement Humain -IDH- (adapté de ACDI, 2005)

IDH	
Superficie (en milliers de km ²) :	274
Populations (millions) en 2004	13,4
Densité de la population (Km ²)	49
Population urbaine (%) en 2003	18

RNB (par habitant) en 2003	Environ 300 \$ EU
PIB (%) en 2003	Agriculture : 31 Industrie : 19 Services 50
Développement humain (rang) en 2003	175 ^{ème} sur 177
Espérance de vie à la naissance en 2003	46 ans
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000) en 2003	207
Taux d'alphabétisation des adultes (%) en 2003	Total : 13 Hommes : 18 Femmes : 8

Du point de vue santé, le taux de prévalence du SIDA y était de 4,2 % en 2002 contre 6,1 % en 2001, on ne peut ignorer d'autres maladies comme le paludisme, ainsi que la malnutrition, qui affectent les burkinabés. Les conséquences de cet état de santé de la population pèsent lourdement sur la situation socio-économique du pays (PNUD¹, 2005). Les couches les plus vulnérables sont d'enfants de moins de 15 ans, les femmes et les vieillards. À titre d'exemple, en l'an 2000, environ 47 % des enfants souffraient de malnutrition et 75 % de moins de cinq ans étaient anémiés (ACDI², 2005). Les politiques d'élaboration des stratégies de développement visant l'amélioration de cette situation considèrent les suggestions des promoteurs en l'éducation de base en Afrique.

Stratégies de développement

Après les années 90, « sous l'influence des tendances qui émergeaient de la communauté internationale, les partenaires techniques et financiers, en collaboration avec le gouvernement ont commencé à réfléchir quant aux limites de l'approche de projet, au soutien externe et à l'absence d'efforts en vue de répondre à tous les besoins de développement » (Faure, et al. 2003, p. 13). En 1996, le gouvernement vota une la loi créant le cadre législatif de l'éducation de base au Burkina Faso et lui accorda une priorité en tant que moteur de développement. En 1997, le pays fût admis pour l'Initiative pour les pays pauvres endettés (IPPTE). En consultation avec les organismes externes, le Burkina Faso commença le développement du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), qui fût adopté en 2000. Dans sa description des objectifs et stratégies pour une durée de dix ans, le CSLP confirme l'importance de l'éducation de base comme secteur social essentiel à la réduction de la pauvreté (Faure, et al. 2003).

objectif de produire une croissance économique favorable aux pauvres, qui améliore directement les revenus de la majorité de la population.

Tel que le suggère l'initiative FAST TRACK, cette lutte contre la pauvreté à travers une approche sectorielle mise sur le développement du secteur privé, ainsi que la diversification des activités productrices, auxquelles la population participe directement. L'initiative FAST TRACK suggère d'accélérer la mise en œuvre de « l'Éducation pour Tous » pour garantir la réalisation de l'objectif de la scolarisation primaire universelle d'ici 2015³

qualitatif et quantitatif (Kaboré et al, 2001 ; Pilon 2002). Le Tableau 3 indique des plans et des stratégies notables de la dernière décennie. :

Tableau 3

Documents d'orientation stratégique (Inspiré de GREFCO⁶, 2001, p. 4)

Documents d'orientation Stratégique à caractère sectoriel	Documents d'orientation Stratégique à caractère transversal
Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (2000/2009)	Textes d'Orientation pour la Décentralisation
Plan Stratégique de la Recherche Scientifique	Politique Nationale de Population (PNP)
Lettre de Politique pour le Développement Agricole (LPDA)	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)
Plan Stratégique Opérationnel (PSO)	Document Cadre de Politique Economique (DCPE)
Programme d'Investissement du Secteur Agricole	
Document Stratégique d'Orientation, de Croissance Durable de l'Agriculture et de l'Elevage	Document Cadre de Stratégie de Valorisation de l'Expertise Nationale
Plan d'Action pour l'Elevage ; Programme d'Action National de Lutte contre la Désertification (PAN/LCD)	Plan National de la Bonne Gouvernance
Stratégie Nationale et le Programme d'Action en matière de Diversité Biologique	Plan d'Action pour la Promotion de la Femme
Document de Politique Sanitaire National	Plan d'Action National pour l'Environnement.
Plan d'Action pour la Survie, la Protection et le Développement de l'Enfant	
Programme du Secteur des Transports et du Tourisme ; Plan d'Action pour la Sécurité Alimentaire.	

En outre, même si le français est la principale langue de communication pédagogique, tant au primaire qu'au secondaire, une loi portant sur l'orientation de l'éducation souligne que les langues nationales sont aussi les langues d'enseignement (Leclerc, 2001 ; MEBA 2000). Dans cette prise en compte des réalités locales, la production du CSLP et d'autres documents (tableau 3) a bénéficié des conseils des donateurs et une faible contribution de la société civile locale (Faure et al. 2003 ; GREFCO, 2001).

Comme l'indique le tableau 3, au Burkina Faso, l'éducation apparaît comme une conjugaison d'actions de plusieurs départements ministériels, et des partenaires techniques financiers et sociaux. Cependant, même si d'autres départements interviennent, l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté se fait au sein d'un seul département ministériel (GREFCO, 2001, p. 4). Des efforts se font sentir dans le sens de l'harmoniser des pratiques des donateurs et de la croissance de leur potentiel partenariat (ACDI, 2005 ; GREFCO, 2001). Ces efforts s'ajoutent à ceux qui sont consentis pour améliorer l'efficacité des institutions gouvernementales, chargées de coordonner l'aide au Burkina. Une coordination se fait à travers les cadres de programmation et plans sectoriels dont le *Plan décennal de développement de l'éducation de base* (PDDEB) fait partie de documents de référence de ces cadres.

⁶ GREFCO : Bureau de Consultation : Groupe de Recherche, de Formation et de Conseils

Plan décennal de développement de l'éducation de base (PDDEB)

Dans la perspective de *l'horizon 2010*, le PDDEB se base sur le cadre d'action de l'EPT. L'équipe d'élaboration de ce plan comprenait : des cadres du MEBA et d'autres ministères (Action Sociale et Solidarité Nationale ; Économie et Développement ; Travail, Emploi et Jeunesse ; Santé ; Promotion de la Femme ; Enseignement Secondaire ; et Enseignement Supérieure et Recherche scientifique), des cadres des agences multilatéraux et bilatéraux, et des représentants des ONG (MEBA, 2005). Tel que déjà souligné (Faure et al. 2003, p. 43), l'objectif visé est d'élargir la couverture de l'éducation de base, y inclut une partie du niveau post-primaire, tout en améliorant sa qualité, en vue d'assurer le développement de l'éducation. Dès lors, on attend que l'augmentation et l'amélioration du système de l'éducation de base contribuent à l'évolution conjointe des secteurs de l'emploi moderne et informel, urbain et rural.

Concrètement, il est question de promouvoir une éducation de base accessible au plus grand nombre, pertinente par rapport aux besoins de la société et des individus qui la composent, promotrice du progrès, et préservative du patrimoine culturel national (Pilon, 2002). Ainsi, ce plan rectificatif veut accroître l'accès à une éducation de base de qualité pour tous, par le biais des solutions rentables et financièrement durables, capables de résoudre les problèmes qui ont jusqu'à présent ralenti le développement de l'éducation, provoqué son iniquité et son inefficacité. En effet, les autorités gouvernementales confirment vouloir atteindre les objectifs suivants :

- permettre une ouverture de plus en plus large à l'éducation de base par l'expansion et l'amélioration de l'efficacité des structures du système éducatif, et par le développement du partenariat ;
- faire apprendre les jeunes, en leur permettant de se développer en tant qu'individus, et participer activement à l'évolution de leur société;
- produire localement des ressources humaines nécessaires pour le développement économique, social et culturel du pays ;
- renforcer les valeurs nationales par l'affirmation de l'identité culturelle, tout en motivant l'ouverture de la jeunesse au monde et à la reconnaissance des valeurs universelles ;
- exploiter les savoirs acquis et les valeurs locales, dans un mode de fonctionnement interactif, convivial, et de consolidation de la lutte contre la pauvreté et toute inégalité sociale (MEBA, 2005).

Face à ces impératifs, les objectifs principaux du MEBA se résument comme suit : accélérer la scolarisation en faveur des filles et des enfants dans les zones rurales les plus défavorisées, et

implantées dans 24 des 45 provinces et touchent toutes les régions. Des instructions ministérielles autorisent progressivement leurs transformations et ouvertures, à la demande des communautés, une évolution qui permet le retrait progressif de l'OSEO (MEBA, 2005).

Sous cet angle, de concert avec l'UNICEF et la France, le gouvernement burkinabé a lancé en 1995, le plan international Tin tua, le concept communément reconnu sous forme d'écoles satellites bilingues (Faure, et al, 2003, p. 53). Mises en place depuis 1996, ces écoles accueillent, à trois niveaux (CP1, CP2 et CE1), des enfants âgés de 7 à 9 ans, qui rejoignent ensuite l'école classique la plus proche. L'enseignement dispensé commence dans la langue locale (MEBA, 2004). Elles sont à cheval entre les secteurs formel et non formel.

Secteur non formel

Dans le secteur non formel de l'éducation de base du Burkina Faso, d'autres types de formation bilingue se développent suivant la méthode *ALPHA* (apprentissage de la langue française à partir des acquis de l'alphabétisation). Soutenue par des ONG (OSEO, Tin Tua⁹, etc.), cette innovation inclut une nouvelle formule de préscolarisation : l'Espace d'Entraide Communautaire pour l'Enfance, dénommé *bisongo*. Cette expérience de développement de la prime enfance bénéficie de l'assistance conjuguée des organisations de la société civile (OSC) et du personnel du MASSN. Elle met en œuvre des programmes d'alimentation complémentaires, d'éducation sanitaire et nutritionnelle, de soutien et d'éducation des parents, de bien-être communautaire, de communication et de programmes d'échange entre les enfants (Bagayoko, 2005 ; Pilon, 2002).

Lors des premières expérimentations, « la viabilité des Bisongos avait été incertaine, puisqu'on s'attendait que les jardinières d'enfants soient embauchées localement et que leurs salaires proviennent des parents et/ou communautés hôtes, privatisant ainsi le projet de façon concrète » (Faure et al. 2003, p. 46). Finalement, les activités ont été intégrées au PDDEB, il y a maintenant des fonds disponibles à cet effet, par le biais du FONAENF (Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle), soutenu par plusieurs partenaires – la Suisse, la France, le Pays-Bas, le Canada, l'UNICEF et l'UNESCO (Ibid., p. 58). Une évaluation récente (Bagayoko, 2005) rapportant le succès des telles innovations de l'éducation de base au Burkina Faso confirme que l'objectif principal des Bisongo, des ES, et CEBNF est de favoriser l'accès du plus grand nombre d'enfants et, notamment des filles à des services d'encadrement, à une scolarisation ou à un apprentissage de qualité. Il s'agit : du respect de la parité filles/ garçons dans le recrutement, de la création des AME¹⁰, des actions de sensibilisation, des rations alimentaires sèches et des dons de fournitures scolaires.

Le secteur non formel englobe aussi toutes les activités d'éducation et de formation, structurées et organisées dans un cadre non scolaire. Ces activités se déroulent dans: des Centres Permanents d'Alphabétisation et de Formation (CPAF) ouverts à la population âgée de 15-50 ans ; des Centres d'Éducation de Base Non Formelle (CBNEF), réservés aux personnes âgés de 10 à 15 ans ; et des Centres de Formation des Jeunes Agriculteurs (CFJA), dont la clientèle comprend des jeunes âgés de 15 à 18 ans (MEBA, 1999). Ces centres d'alphabétisation ont été mis en place en même temps que les ES.

⁹ *Tin Tua (développons-nous, nous-mêmes)* : est une ONG créée en 1990 et qui utilise les langues locales pour contre l'exclusion des populations rurales des nouveaux moyens.

¹⁰ AME : Association des mères

Bref, face au manque de ressources adaptées aux besoins et intérêts locaux, sous l'égide du PDDEB, le gouvernement et ses partenaires externes promeuvent une approche d'impartition de l'éducation non formelle : le *faire-faire*, qui implique les ONG et associations locales. Dans des communautés, ces acteurs de la société civile fournissent des services d'alphabétisation et d'autres formes d'éducation non formelle. Leurs actions bénéficient des subventions du FONAENF. En dépit de ces réalisations, il y a encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs du PDDEB dans la perspective de l'horizon 2010.

Contraintes de la réalisation des objectifs du PDDEB

Les objectifs du PDDEB peuvent se résumer à l'augmentation de l'accès à l'éducation de base et à l'amélioration de sa qualité, en encourageant la participation de la société civile. Dans la réalisation de tels objectifs, malgré les réformes du système éducatif du Burkina Faso, les principaux acteurs de l'éducation constatent que « le fossé semble se creuser chaque jour davantage

secteur privé hétérogène à deux vitesses : l'un populaire (plutôt pauvre et médiocre), l'autre élitiste (mieux pourvu et plus performant). Alors que le discours dominant veut que ce secteur soit de meilleure qualité que le public, la majorité des fondateurs d'écoles privées laïques font passer la rentabilité financière avant les préoccupations pédagogiques (Pilon, 2002).

Tout comme dans le secteur public, les maîtres des écoles privées se plaignent de la vétusté des programmes et demandent qu'ils soient révisés, confirmant ainsi les points faibles du curriculum en vigueur, que note le MEBA, (2005), à savoir :

- le déphasage entre d'une part les finalités et les objectifs et d'autre part les contenus et la pratique pédagogique
- un système d'évaluation mettant l'accent sur la mémorisation de savoirs déclaratifs, la restitution d'information au détriment des compétences que semblent viser les objectifs généraux et spécifiques des disciplines ;
- une valorisation de certaines disciplines (éducation civique et morale, éducation physique et sportive, etc.) au détriment d'autres ;
- une absence ou un manque de clarté des aspects du curriculum susceptibles de contribuer à la lutte contre la pauvreté.
- une absence de la plupart des contenus éducatifs associés qui apparaissent comme des thématiques nouvelles (question de genre, lutte contre la pandémie du VIH-SIDA, et autres)
- le fractionnement des disciplines peu favorables à l'intégration des savoirs et des liens avec la résolution de problèmes pratiques de la vie des apprenants.

Compte tenu de la situation ainsi décrite, les partenaires du Burkina Faso et les promoteurs du développement de l'éducation de base ont convenu de l'élaboration d'un curriculum national de la maternelle à la sixième primaire.

Le programme bilatéral en éducation s'inscrit dans les objectifs du PDDEB. Le programme de développement des économies locales, quant à lui, permet la valorisation des ressources naturelles du Burkina Faso, telles que les produits bioalimentaires, en vue d'améliorer l'économie rurale et d'augmenter les revenus des familles les plus démunies. Dans le cadre des activités régionales de l'ACDI en Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso bénéficie également d'un soutien à la lutte contre le VIH/sida et à la surveillance épidémiologique. Cette agence appuie aussi les efforts de coopération internationale de la société civile (collèges, universités, compagnies, organisations non gouvernementales, coopératives, syndicats et associations). Ses interventions dans le secteur privé se concentrent dans le domaine mi le Vidém

tionsdémôteffor

- la coordination et résolution des problèmes qui opposent l'administration des écoles aux parents ;
- l'organisation et supervision des cours du soir ;
- la recherche de sources externes de financement afin d'assurer l'expansion de l'école ;
- les campagnes d'information visant à faire reconnaître aux parents les avantages de la scolarisation des filles ;
- le déploiement d'efforts en vue d'assurer la transparence au niveau des examens.

C'est en complémentarité avec les APE que les AME s'activent pour la scolarisation des enfants en général et celle des filles en particulier. Leur initiative a réussi à impliquer un plus grand nombre de femmes dans le développement des activités des écoles et dans l'éducation des filles. En

fournitures scolaires, en matériel didactique, en formation continue, appui ponctuel en alimentation pendant les examens scolaires sont autant d'apports à l'amélioration de la qualité de l'éducation).

FAPE (Fédération des associations des parents d'élèves) comprend 14 pays africains

En plus de contribuer du point de vue humain et matériel dans l'allocation en ressources pédagogiques et du secteur de la santé, les organisations religieuses intervenant au Burkina s'engagent dans la préservation

Actions des OING canadiennes au Burkina Faso

Association e-Développement (AEDEV) a pour objectif d'encourager l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les pays du Sud et de les mettre au service du développement durable.

Afrique au cœur est une association belge sans but lucratif qui œuvre depuis quelques années dans le domaine humanitaire en venant en aide aux populations rurales, dans des rapports de coopération avec une association locale, Gou-Ta-Pan-Sou.

Gou-Ta-Pan-Sou a pour priorité d'intervenir dans le développement des écoles villageoises.

ABSE : ONG nationale créée par des volontaires du développement qui contribue aux efforts nationaux pour un enseignement de base obligatoire pour toutes les filles et lutte contre la déscolarisation précoce des filles au niveau secondaire de l'éducation.

Association « Tin Tua » (*développons-nous, nous-mêmes*) est une ONG créée en 1990. En utilisant les langues locales, elle lutte contre l'exclusion des populations rurales des nouveaux moyens

Association "Espace Koamba (fournitures scolaires).

Association "Mwangaza Action" (programme d'éducation à base communautaire).

Association BUTS finance la construction des centres d'alphabétisation, des bibliothèques, des maternités, etc.

Action pour l'enfance et la santé au Burkina Faso (AES/Burkina) contribue à la vulgarisation de la convention relative aux droits de l'enfant (CRDE), dans la promotion de meilleures conditions de vie des enfants, des jeunes et des femmes.

Association finistérienne d'aide aux orphelins du Sanguié (AFAOS) a pour partenaire local l'Association d'aide aux enfants déshérité.

IV CONCLUSION

Compte tenu des ses buts ambitieux, le PDDEB a généré une énigme bourgeonnante pour un gouvernement sans ressources suffisantes et une communauté d'agences externes, qui semblent avoir lentement soutenu l'appui budgétaire à long terme. Avec une économie nationale ne pouvant

de l'éducation de base non formelle à travers le pays. Sous les auspices du PDDEB, au Burkina Faso le CCEB/BF a été établi pour faciliter la coordination des ONG et associations intervenant dans l'éducation de base. Avec plus de 50 membres institutionnels, les objectifs visés sont : maintenir un profil d'activité des ONG, échanger l'information et des expériences pour harmoniser les activités non gouvernementales dans l'éducation de base, et fonctionner comme voix collective des OSC dans le dialogue avec le gouvernement. Un point critique de la recherche en projet sera d'évaluer des réalisations du CCEB/BF pendant son mandat, en termes de renforcement et d'harmonisation du rôle des OSC dans l'évolution de l'accès et l'amélioration de la qualité de l'éducation de base au Burkina Faso.

En outre, afin d'augmenter l'alphabétisation, stimuler et maintenir une application plus large des qualifications, le FONAEF a été établi comme dispositif principal du PDDEB. Il est géré par un comité de coordination des représentants du gouvernement, des agences internationales, des donateurs, et de la société civile, selon les mécanismes du « faire-faire ». C'est à travers cette stratégie et les fonds mis à leur disposition que les OSC s'activent dans les secteurs formel et non formel de l'éducation de base, un contrat avec les communautés et le MEBA (Diagne, 2001).

En fait, les cibles du FONAEF sont les centres d'alphabétisation. Ces centres peuvent graduellement se transformer en des programmes complets de formation de la communauté, offrant diverses formes d'éducation selon les besoins des populations de tout âge (ADEA, 2003). Étant donné le rôle significatif du secteur non formel, la recherche en cours examinera comment et à quel point le FONAEF a facilité l'engagement de la société civile dans les discussions politiques et la prise de décision en éducation de base au Burkina Faso.

Tandis que ces développements reflètent la décentralisation par accroissement et une base d'élargissement de dépositaire, l'engagement des OSC s'avère complexe, et ne peut se considérer comme une panacée face aux défis éducatifs fondamentaux. Historiquement, pour beaucoup de burkinabés l'éducation scolaire n'est pas un moyen de développement endogène, mais plutôt un système exogène de modernité administré par l'état et fortement soutenu par les agences internationales (Maclure, 1994). Dans ces circonstances, les efforts de transmission des responsabilités d'une plus grande administration et de l'aide financière de l'éducation de base aux communautés locales continuent à être problématiques. Qui plus est, la majorité des communautés est pauvre et a un faible niveau d'alphabétisation.

Cela dit, sans capacités techniques appropriées, ni bases institutionnelles, encore moins des sources de revenus, beaucoup de communautés villageoises du Burkina Faso sont mal préparées pour s'engager dans l'appropriation substantielle des écoles dans lesquelles ils doivent envoyer leurs enfants (Faure, et al. 2003 ; Pilon, 2002). Tout au moins, la formation et le soutien technique des associations et d'autres groupes civiques de parents sont essentiels pour leur engagement dans l'éducation de base. Un engagement qui doit évoluer et se maintenir.

Au regard de la persistance des contraintes internes et externes à cette évolution, qui affectent tous le système éducatif, il faut surtout promouvoir l'expansion de l'éducation de base et de garantir la pérennité de l'amélioration de sa qualité. A cet effet, il faut d'importantes ressources financières de la part du gouvernement du Burkina Faso et de l'aide de la communauté internationale. D'ailleurs, à la lumière de la diversité des OSC et de leurs programmes d'intervention, eu égard à leur forte dépendance du financement extérieur, le degré de leur collaboration dans les politiques et les pratiques de l'éducation (par exemple, par le CCEB/BF) et, surtout dans sa maintenance, restent discutables (Kere, 2002). La recherche en projet explorera

davantage les dimensions de l'engagement de la société civile du Burkina Faso dans l'éducation de base et les stratégies exploitées à cet effet.

ANNEXE

Quelques OSC promouvant l'éducation de base et les droits des enfants au Burkina Faso.

Nature	Exemples
Syndicats	SNEA-B : Syndicat national des Enseignants africains du Burkina SYNATEB : Syndicat national des Travailleurs de l'Éducation de base SYNAPAGER : Syndicat national des Personnels d'Administration de Gestion et de la Recherche. SATEB : Syndicat autonome des Travailleurs de l'Éducation de base. SNEP-B : Syndicat national des Encadreurs pédagogiques du premier degré. SYNAFAB : Syndicat national des Enseignants franco – arabes du Burkina. SYNALEP : Syndicat national libre des Enseignants du Privé. SYNEPEL-B-F : Syndicat national des Employeurs des Établissements privés d'Enseignement libre du Burkina Faso.
Fédérations et Mouvements	ADEA : Association pour le développement de l'éducation en Afrique CGT-B : Confédération Générale du Travail du Burkina COCIS : Coordination des organisations non gouvernementales pour la coopération internationale au développement CCEB : Cadre de concertation des ONG et associations en éducation de base FAAPE : Fédération africaine des Associations nationales de Parents d'Elèves et d'étudiants CONAFE-BF : Coalition nationale des ONG africaines en faveur des enfants et des jeunes CIVIPAX : Fondation Citoyen du monde pour le civisme et la paix FASAF : Famille et scolarisation en Afrique Fondation Jean-Paul II Réseau Afrique Jeunesse Union interafricaine des droits humains
OING et ONG	DSF : Association Développement sans frontières OSEO : Œuvre suisse d'entraide ouvrière Terre des Hommes Edukafaso Afrique au coeur Afrique Avenir 2050 La Brique Un enfant, une école Association Espace Koamba Association Mwangaza Aide directe ABSE : Association burkinabé pour la survie de l'enfance OCADES : Organisation catholique pour le développement économique et social

Association Marche mondiale des femmes
Association pour la promotion des femmes handicapées
Association d'appui à l'éducation et à la réinsertion socio-économique des jeunes et enfants en
difficulté
Association Tin Tua
Djigui Espoir

BIBLIOGRAPHIE

ACDI (2005). *L'ACDI et le Burkina Faso* [En ligne] <http://www.acdi-cida.gc.ca/> (10 décembre 2005).

ADEA -Association for the Development of Education in Africa- (2001). *Repenser l'éducation au Burkina Faso*. http://www.adeanet.org/newsletter/Vol8No2-3/fr_p_v8n23_10.html (15 mars).

ADEA -Association for the Development of Education in Africa- (2003). *Improving the Quality of Basic Education in Burkina Faso*. Report of the Working Group Non Formal Education, ADEA Biennial Meeting, Mauritius, December 3 – 6.

BAGAYOKO, M. (2005). *Les Bisongo, les écoles satellites, les centres d'éducation de base non formelle au Burkina Faso : des expériences éducatives novatrices pour l'éducation des jeunes ruraux*. Séminaire ministériel sur l'éducation des populations rurales en Afrique : leçons, options et priorités, UNICEF, Addis-abeba, septembre 2005. [En ligne]. <http://www.ibe.unesco.org/> (20 février 2006).

BALDÉ, S. (2003). Burkina Faso : situation institutionnelle. *Sources d'informations sur vingt-deux pays d'Afrique et Haïti*. [En ligne]. <http://www.etat.sciencespobordeaux.fr/> (11 déc. 2005).

BAMOUNI, C. (2002). Décentralisation de l'... Rapport

BARRO, S. E. (2002). *Mise en oeuvre du PDDEB : Les salaires des enseignants ne vont pas diminuer*. L'Observateur, 26 – 27.

BELLONCLE, G. (1998). *Une éducation scientifique pour un million d'adolescents : Les centre d'éducation de base et d'éducation non formelle au Burkina Faso*. Tours : Rapport préparé pour la Commission européenne.

DIAGNE, A. W. (2001). *Le développement de l'éducation non formelle au Burkina Faso a travers la stratégie du faire-faire*. Rapport préparé pour le MEBA.

CLAVET, L.-J. (1979). *Linguistique et colonialisme, Petit traité de glottophagie*, Paris, Édition Payot

CIDA (2004). *L'ACDI et le Burkina Faso* [En ligne]. <http://www.acdi-cida.gc.ca/>

DE-2]TJ259)T4 1 Tf23.69 0 TD0iat efficac-0.00-0.0016 Tw(d'éd02 tude sur vi]TJ25/tre)Tj-22.085 78.84 Tm797.0001 ecativo

- stratégie nationale de développement durable*. [En ligne]. <http://www.nssd.net/country/> (13 décembre 2005)
- GREFCO (2001) *Compte rendu du dialogue avec les groupes d'acteurs*. [En ligne]. <http://www.nssd.net/country/burkina/> (13 décembre 2005).
- GROUPE DE RECHERCHE, DE FORMATION ET DE CONSEILS –GREFCO- (2001). *Etat des Lieux des Cadres D'orientation Stratégique et Propositions de Lignes Directrices pour L'élaboration de la Stratégie Nationale de Développement Durable* [En ligne] <http://www.nssd.net/country/burkina/bf06.htm>
- ILBOUDA, P. T. (2002). *L'éducation bilingue: Un continuum éducatif comme alternative au système éducatif de base formelle au Burkina Faso*. MEBA.Ouagadougou
- KABORÉ I., ILBOUDO F., LANGE M.-F., OUÉDRAOGO A. et PILON M. (2001) *Stratégies et capacités de financement de l'éducation de base par les agents privés*. Rapport Burkina Faso, Étude pour la Mission des appuis financiers et des études économiques (DCT/F) du Ministère des affaires étrangères, Ouagadougou.
- KERE, M. (2002). *L'expérience de la planification et de la mise en oeuvre de l'EPT au Burkina Faso*. CCEB/BF. Unpublished document
- LECLERC, J. (2001) «Burkina Faso» dans *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, TLFQ, Université Laval [En ligne]. <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/danemark.htm> (11 novembre 2005).
- MACLURE, R. (1994), "The Mismatched Assumptions of Decentralization and Participation in Rural Communities: Primary School Reform in Burkina Faso", *Comparative Education*, 30 (3), pp. 239 - 54.
- MEBA (2005). *Aide Mémoire: Cinquième mission conjointe MEBA/PTF de suivi du PDDEB*. Ouagadougou. <http://www.meba.gov.bf/>
- MEBA (1993). *Colloque sur l'éducation pour tous au Burkina Faso*, Ouagadougou du 2-6 juin 1993 [En ligne]. <http://www.meba.gov.bf/>
- MEBA (1999). *Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base, 2000 – 2009*. Ouagadougou. <http://www.meba.gov.bf/>
- MEBA (2004). *Politiques et plans sectoriels // Lettre de politique éducative*. [En ligne]. <http://www.meba.gov.bf/> (30 novembre 2005)
- MEBA (2005) Présentation synthétique et analytique des résultats de l'analyse du curriculum de l'éducation de base formelle du Burkina Faso. *Deuxième Séminaire international du projet « Analyse et innovations curriculaires de l'éducation pour tous en Afrique subsaharienne » Madrid (13-16 juin 2005)*. [En ligne]. <http://www.ibe.unesco.org/>
- NOVICKI, M, A. Promouvoir l'éducation de base. Dans *Afrique Renouveau* [En ligne]. <http://www.un.org/french/ecosocdev/>(11 novembre 2005).
- PILON, M. (2002) *Éducation et formation dans les pays du sud : l'évolution du champ scolaire au Burkina Faso, entre diversification et privatisation*. ARES Colloque international (23-24

mai 2002), Université Marc Bloch, Strasbourg [En ligne]. <http://www.solidarite-en-action.com/> (8 décembre 2005).

PNUD (2005) <http://www.pnud.bf/FR/CCP.HTM> (8 décembre 2005).

RAFFINOT, M. (1997). *Stratégies nationales de réduction de la pauvreté : Étude de cas du Burkina Faso*. [En ligne]. <http://mapage.noos.fr/RVD/raffinot.htm#1> (9 décembre 2005).

SPORE (1999). À qui appartient la société civile ? [En ligne]. <http://www.cta.nl> (9 décembre 2005)

TIEMTORE, T. (2005). *Éducation-Burkina Faso : encore beaucoup d'efforts, notamment pour les filles* [En ligne]. <http://www.ipsnews.net/fr/> (20 février, 2006)

UNDP (2004). *Human Development Report 2004*. New York.

UNESCO (2004). *EFA Global Monitoring Report 2005: The Quality Imperative*. Paris.

VELLUTINI, C., LE GOFF, J. C., & BURBAN, F. (2001) *Évaluation de la stratégie par pays de la CE: Burkina Faso 1996 – 2000*. Rome: Rapport préparé pour la Commission européenne.

WORLD BANK (2000). *Coûts, financement et fonctionnement du système éducatif du Burkina Faso: contraintes et espaces* UNESCO (1994). *Conférence mondiale sur l'éducation pour*